

Rapports d'avancement nationaux - Guinée

Rapport mondial d'avancement sur la lutte contre le sida 2020



the 1990s, the number of people in the UK who are employed in the public sector has increased from 10.5 million to 12.5 million, and the number of people in the public sector who are employed in health care has increased from 1.5 million to 2.5 million (Department of Health 2000).

There are a number of reasons why the public sector has become an important part of the UK economy. One reason is that the public sector has become a major employer of people in the UK. Another reason is that the public sector has become a major provider of services to the public. A third reason is that the public sector has become a major source of income for the government.

The public sector has become an important part of the UK economy for a number of reasons. One reason is that the public sector has become a major employer of people in the UK. Another reason is that the public sector has become a major provider of services to the public. A third reason is that the public sector has become a major source of income for the government.

The public sector has become an important part of the UK economy for a number of reasons. One reason is that the public sector has become a major employer of people in the UK. Another reason is that the public sector has become a major provider of services to the public. A third reason is that the public sector has become a major source of income for the government.

The public sector has become an important part of the UK economy for a number of reasons. One reason is that the public sector has become a major employer of people in the UK. Another reason is that the public sector has become a major provider of services to the public. A third reason is that the public sector has become a major source of income for the government.

The public sector has become an important part of the UK economy for a number of reasons. One reason is that the public sector has become a major employer of people in the UK. Another reason is that the public sector has become a major provider of services to the public. A third reason is that the public sector has become a major source of income for the government.

The public sector has become an important part of the UK economy for a number of reasons. One reason is that the public sector has become a major employer of people in the UK. Another reason is that the public sector has become a major provider of services to the public. A third reason is that the public sector has become a major source of income for the government.

The public sector has become an important part of the UK economy for a number of reasons. One reason is that the public sector has become a major employer of people in the UK. Another reason is that the public sector has become a major provider of services to the public. A third reason is that the public sector has become a major source of income for the government.

Table des matières

- I. Global - Objectifs Accélérer la Riposte
- II. Cascade du test et traitement du VIH - Garantir l'accès au traitement aux 30 millions de personnes vivant avec le VIH grâce à l'atteinte des objectifs 90–90–90 d'ici 2020
- III. Prévention de la transmission mère-enfant du VIH - Éliminer les nouvelles infections à VIH chez les enfants d'ici 2020 et garantir l'accès au traitement du VIH à 1,6 millions d'enfants d'ici 2018
- IV. Programmes de prévention du VIH; Populations clés - Assurer l'accès aux options de l'association de mesures de prévention, parmi lesquelles la prophylaxie préexposition, la circoncision masculine volontaire médicale, la réduction des risques et les préservatifs, à au moins 90 % des personnes d'ici 2020, en particulier les jeunes femmes et les adolescentes dans les pays à forte prévalence et les populations clés, c'est-à-dire les homosexuels et les autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres, les professionnels du sexe et leurs clients, les personnes qui s'injectent des drogues et les prisonniers
- V. Genre; Stigma et discrimination - Éliminer les inégalités entre les sexes et mettre fin à toutes les formes de violence et de discrimination envers les femmes et les filles, les personnes vivant avec le VIH et les populations clés d'ici 2020
- VI. Connaissance du VIH et accès aux services de santé sexuelle et reproductive - S'assurer que 90 % des jeunes possèdent les compétences, les connaissances et la capacité de se protéger du VIH et disposent d'un accès à des services de santé sexuelle et reproductive d'ici 2020 afin de réduire à moins de 100 000 personnes par an le nombre de nouvelles infections à VIH parmi les adolescentes et les jeunes femmes
- VII. Protection sociale - S'assurer que 75 % des personnes vivant avec le VIH, affectés par le VIH ou à risque bénéficient de la protection sociale incluant le VIH d'ici 2020
- VIII. Prestation de services à base communautaire - Garantir la gestion par la communauté d'au moins 30 % des services fournis d'ici 2020

- IX. Dépenses associées au VIH - Garantir l'augmentation des investissements liés au VIH à hauteur de US\$ 26 milliards d'ici 2020, dont un quart pour la prévention du VIH et 6% pour les acteurs sociaux
- X. Renforcement et accès à la justice - Responsabiliser les personnes vivant avec le VIH, à risque ou bien affectées par le VIH afin qu'elles connaissent leurs droits, aient accès à la justice et à des services juridiques afin de prévenir et lutter contre les violations des droits de l'homme
- XI. Sortir le sida de l'isolement - S'engager à sortir le sida de l'isolement par le biais de systèmes centrés sur les populations afin d'améliorer la couverture de santé universelle, notamment le traitement pour la tuberculose, le cancer du col de l'utérus et les hépatites B et C

Global

Objectifs Accélérer la Riposte

Résumé des progrès

Dans le domaine de la prévention, du conseil et du dépistage, au sein des autres populations, 62 80 personnes ont été dépistées positives (16 400 hommes, 41 500 femmes et 4900 enfants). Au total, 14319 patients VIH ont été dépistés positifs à la TB. Le dépistage avec rendu des résultats a été chez 59,6% (9 238/15 503) PS et 81,5% (1 550/1 902) HSH. La prévention combinée a touché 10 070 PS et 1 902 HS et 36 000 préservatifs et lubrifiants ont été distribués.

Dans le domaine du traitement : La dispensation communautaire des ARV est en phase pilote en vue d'une mise à l'échelle. Le pays se prépare à l'introduction du Dolutegravir par l'élaboration d'une stratégie de transition. Il dispose expérimente le module Tracker dans 5 sites pilotes de la ville de Conakry. Il dispose également d'une base de collecte des données nationales de dispensation appelée "Modèle Simplifié reproductible (MSR)". Ainsi, la file active actuelle est de 61 897 PVVIH (Adultes : 49 832, enfants : 4945 et PTME : 7117). La charge virale a été réalisée chez 26 213 PVVIH sous ARV soit 22%.

Par conséquent, la cascade de traitement se présente comme : 52% pour le dépistage, 52% pour le traitement et 22% pour la charge virale. Par contre les 3x 90 se présentent comme suit : 52% pour le 1er 90, 99% pour le 2ème 90 et 42% pour le 3ème 90.

Les dépenses liées au VIH, provenant des sources internationales sont de 75% et celles du budget national de 25%.

Un collectif sur la défense des droits des PVVIH a été mis en place ainsi que 2 observatoires communautaires. Une plateforme des organisations de la Société civile sur le VIH et le TB (PNSOC-VIH/TB) a été mise en place.

Dans le cadre de la coordination, une plateforme santé a été mise en place, sous le lead de la Direction Nationale des Grandes Endémies et de la Lutte contre la Maladie (DNGELM).

3.1 Incidence du VIH par 1000, Guinée (2010-2019)

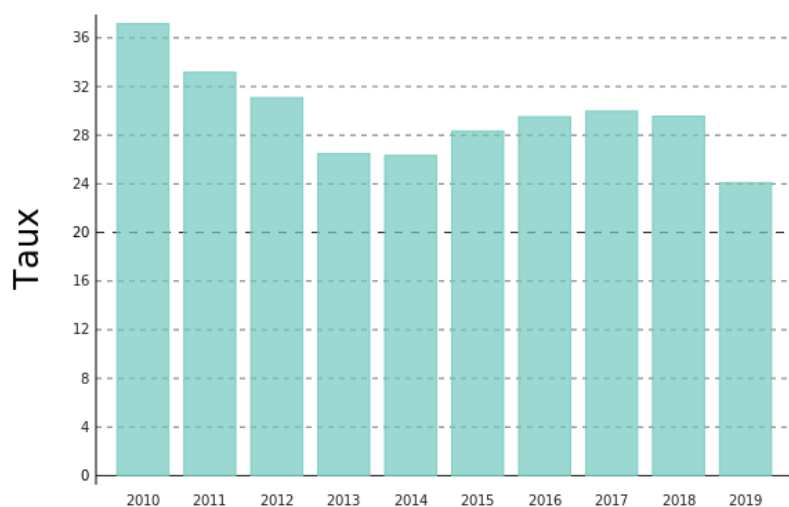
Nombre de nouvelles infections à VIH pendant la période de référence par population de 1 000 personnes non infectées



Source: fichier Spectrum

1.6 Mortalité due au sida par 100000, Guinée (2010-2019)

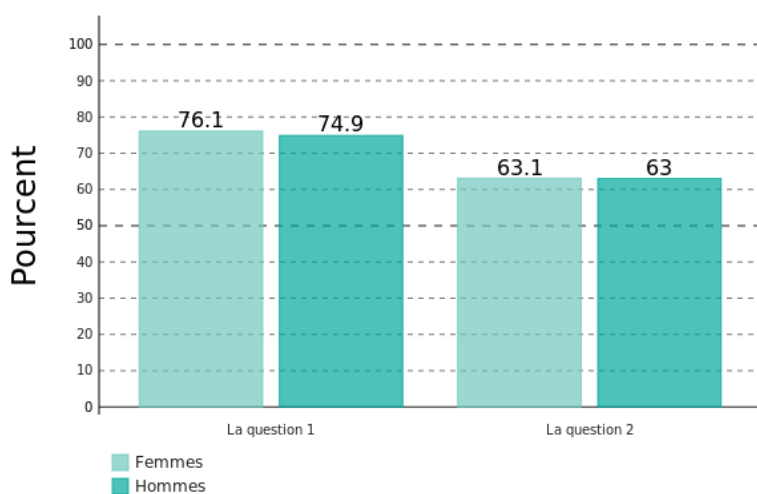
Nombre total de personnes qui sont décédées d'une maladie due au sida sur une population de 100 000 personnes



Source: fichier Spectrum

4.1 Attitudes discriminatoires à l'encontre des personnes vivant avec le VIH, Guinée (2019)

Pourcentage d'hommes et de femmes âgés de 15 à 49 ans ayant répondu « Non » à : La question 1, « Achèteriez-vous des légumes frais auprès d'un épicier ou d'un vendeur si vous saviez que cette personne est atteinte du virus du SIDA ? » ; La question 2, « Pensez-vous que les enfants séropositifs doivent pouvoir aller à l'école avec des enfants non atteints par le VIH ? »



Cascade du test et traitement du VIH

Garantir l'accès au traitement aux 30 millions de personnes vivant avec le VIH grâce à l'atteinte des objectifs 90–90–90 d'ici 2020

Résumé des progrès

La dispensation communautaire des ARV est en phase pilote en vue d'une mise à l'échelle. Aucune loi ne demande un consentement éclairé marital pour un dépistage du couple. Le consentement éclairé des parents n'est demandé que chez les enfants de moins de 18 ans. Chez les patients stables, la stratégie du Rendez-vous tous les 3 et 6 mois (R3M/R6M) est utilisée et est en voie de passage à l'échelle. Le pays se prépare à l'introduction du Dolutegravir par l'élaboration d'une stratégie de transition. La charge virale est disponible dans 3 gros sites et 12 appareils Genexperts sont utilisés pour les petits sites. La rupture de stock n'a été mentionnée que pour 7 sites de prise en charge globale. Le nombre de personnes dépistées positifs sous ARV est de 61 897 PVVIH (Adultes : 49 832, enfants : 4945 et PTME : 7117). La charge virale a été réalisée chez 26 213 PVVIH sous ARV soit 22%. Concernant la cascade de traitement : 52% pour le dépistage, 52% pour le traitement et 22% pour la charge virale. Par contre les 3x 90 se présentent comme suit : 52% pour le 1er, 99% pour le 2ème 0 et 42% pour le 3ème.

Questions de politique (2019)

Existe-t-il une loi, une réglementation ou une politique spécifiant que le dépistage du VIH :

a) Est obligatoire avant le mariage

Non

b) Est obligatoire pour obtenir un permis de travail ou de résidence

Non

c) Est obligatoire pour certains groupes

Non

Quel est le seuil de CD4 recommandé pour débiter un traitement antirétroviral chez les adultes et les adolescents asymptomatiques, selon les directives du ministère de la Santé (MS), et à quel stade en est sa mise en oeuvre?

Pas de seuil, traitement pour tous indépendamment de la numération de CD4; Mise en oeuvre dans tout le pays (> 95 % des établissements de prise en charge)

Votre pays possède-t-il une politique nationale actuelle sur le test systématique de la charge virale pour effectuer le suivi de la thérapie antirétrovirale et dans quelle mesure est-elle mise en oeuvre ?

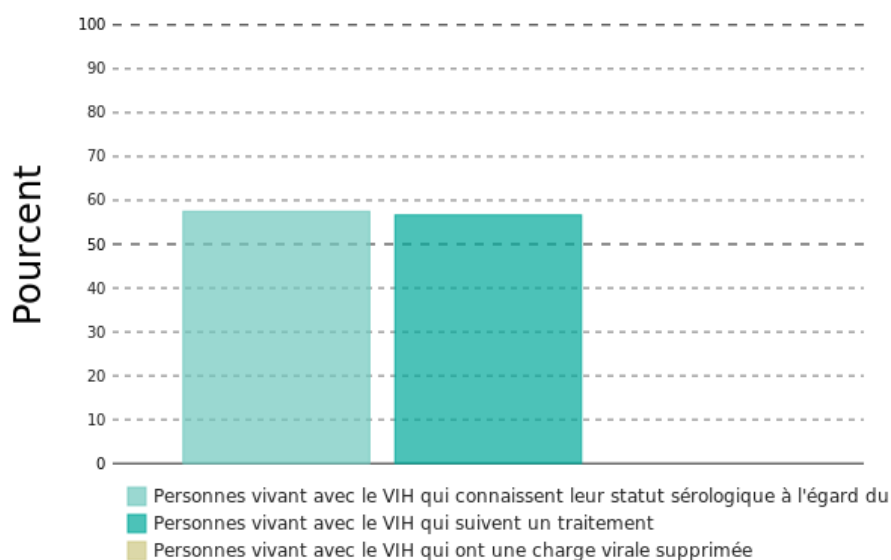
a) Pour les adultes et les adolescents

Oui; Mise en oeuvre dans peu (< 50 %) d'établissements de prise en charge

b) Pour les enfants

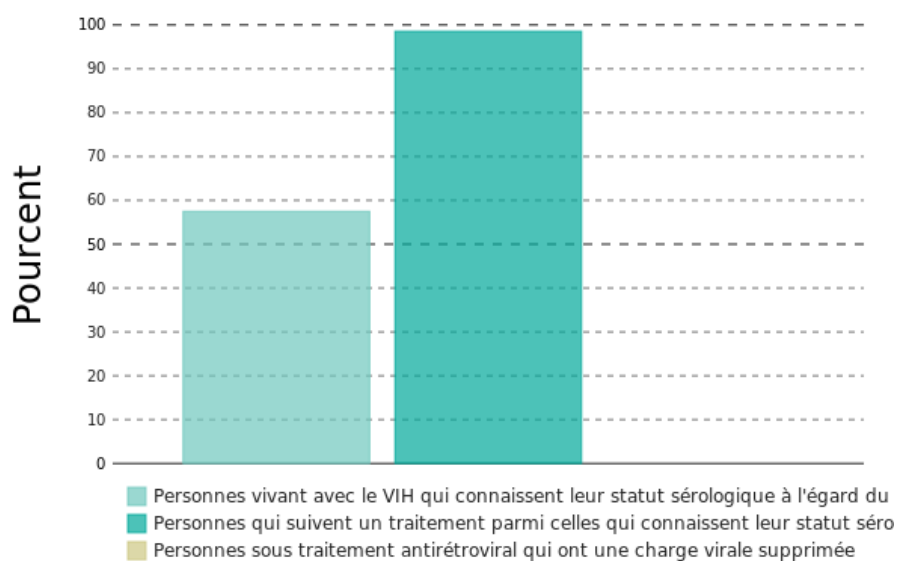
Oui; Mise en oeuvre dans peu (< 50 %) d'établissements de prise en charge

Cascade du test VIH et du traitement, Guinée (2019)



Source: fichier Spectrum

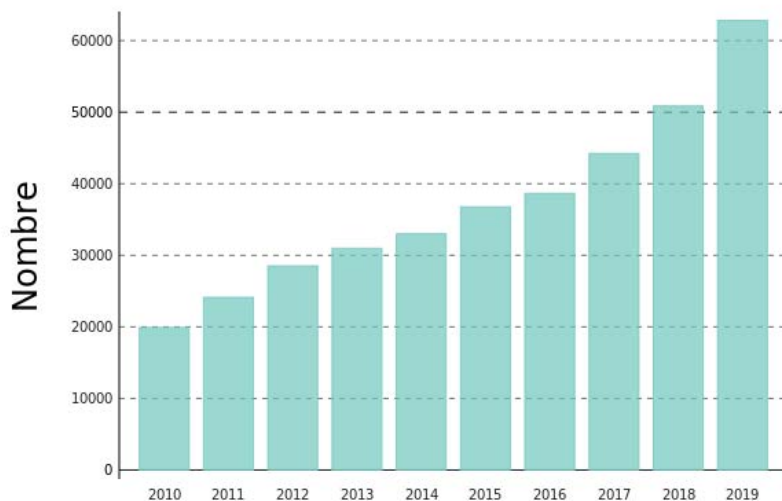
Progrès vers les objectifs 90-90-9, Guinée (2019)



Source: fichier Spectrum

1.1 Personnes vivant avec le VIH et connaissant leur statut sérologique, Guinée (2010-2019)

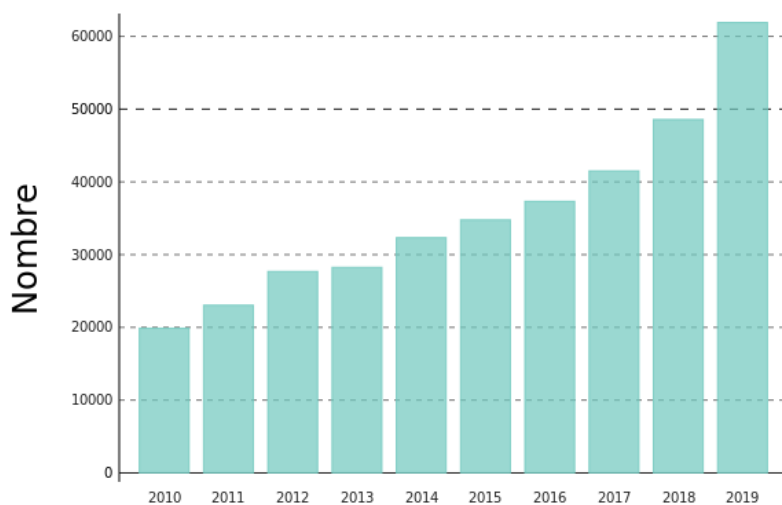
Nombre de personnes vivant avec le VIH qui connaissent leur statut sérologique



Source: fichier Spectrum

1.2 Personnes vivant avec le VIH recevant un traitement antirétroviral, Guinée (2010-2019)

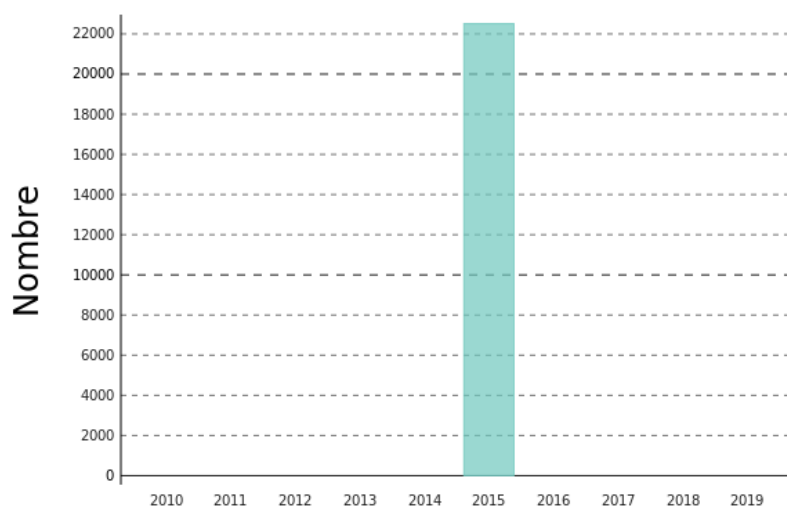
Nombre de personnes recevant un traitement antirétroviral



Source: fichier Spectrum

1.3 Personnes vivant avec le VIH dont la charge virale a été supprimée, Guinée (2010-2019)

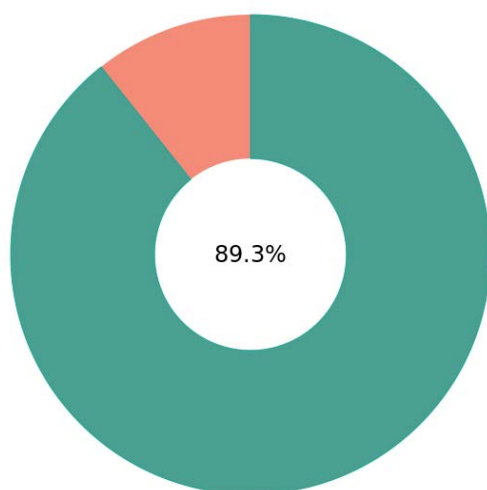
Nombre de personnes vivant avec le VIH dont la charge virale a été supprimée au cours de la période de référence



Source: fichier Spectrum

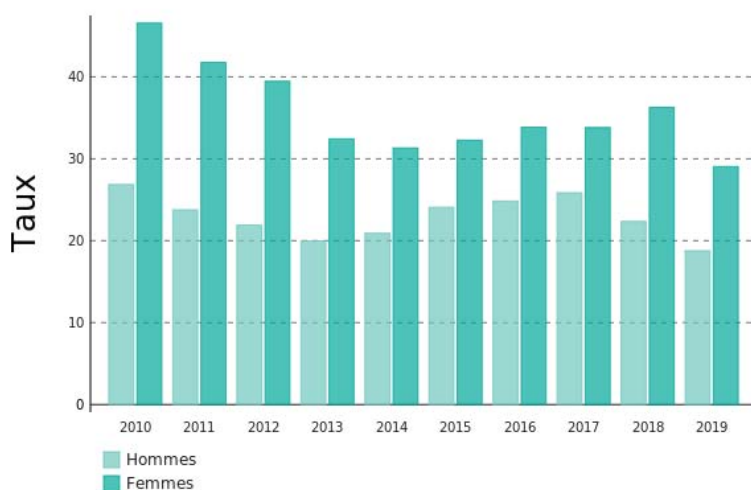
1.5 Rupture de stock de médicaments antirétroviraux, Guinée (2019)

Pourcentage de sites de traitement en rupture de stock d'un ou de plusieurs médicaments antirétroviraux nécessaires sur une période déterminée



1.6 Mortalité due au sida sur une population de 100 000 personnes, Guinée (2010-2019)

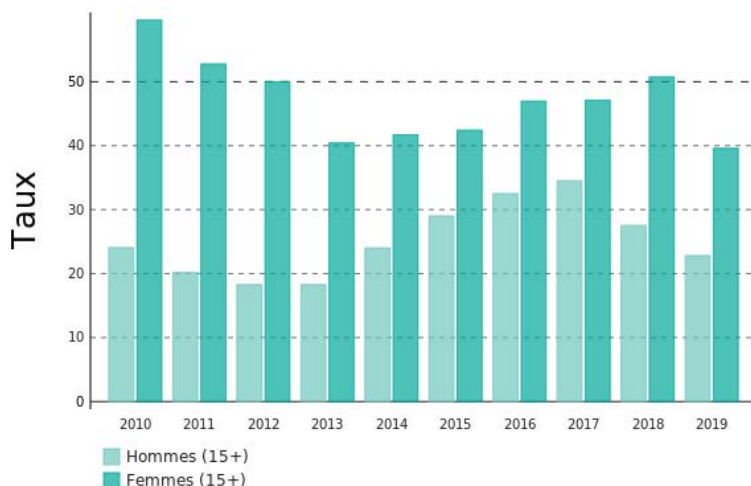
Nombre total de personnes qui sont décédées d'une maladie due au sida sur une population de 100 000 personnes



Source: fichier Spectrum

1.6 Mortalité due au sida sur une population de 100 000 personnes (adultes 15+), Guinée (2010-2019)

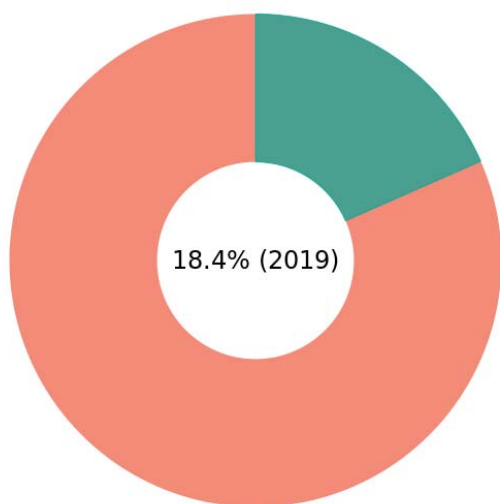
Nombre total d'adultes qui sont décédées d'une maladie due au sida sur une population de 100 000 personnes



Source: fichier Spectrum

1.7 Volume de dépistage et dépistage positif du VIH, Guinée

Le pourcentage de tests positifs transmis aux personnes (dépistage positif) au cours de l'année calendaire



Nombre de tests réalisés = 62 738

Prévention de la transmission mère-enfant du VIH

Éliminer les nouvelles infections à VIH chez les enfants d'ici 2020 et garantir l'accès au traitement du VIH à 1,6 millions d'enfants d'ici 2018

Résumé des progrès

Les normes et procédure VIH ont révisé et adopté le traitement pour tous et la prise en compte des approches différenciées. Cette approche a été mise en œuvre dans la PTME et toutes les femmes dépistées positives sont systématiquement mises sous ARV. Au total, 7117 femmes et 1497 nourrissons exposés au VIH ont bénéficié d'un dépistage à 2 mois.

Questions de politique (2019)

Votre pays a-t-il mis en place un plan national pour l'élimination de la transmission mère-enfant (TME) du VIH ?

Oui

Objectif(s) concernant le taux de transmission de la mère à l'enfant et l'année 7%; 2019

Objectif(s) d'élimination (tels que le nombre de cas/population) et l'année 5%; 2023

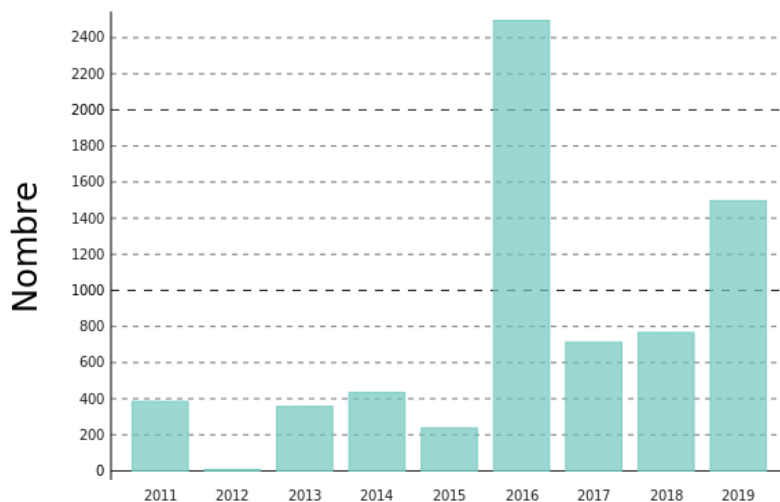
Les directives nationales recommandent-elles le traitement de tous les nourrissons et les enfants séropositifs, indépendamment de leurs symptômes ? Si oui, quel est le statut de mise en oeuvre de la politique d'âge limite adoptée dans votre pays ?

Traitement pour tous, indépendamment de l'âge

-

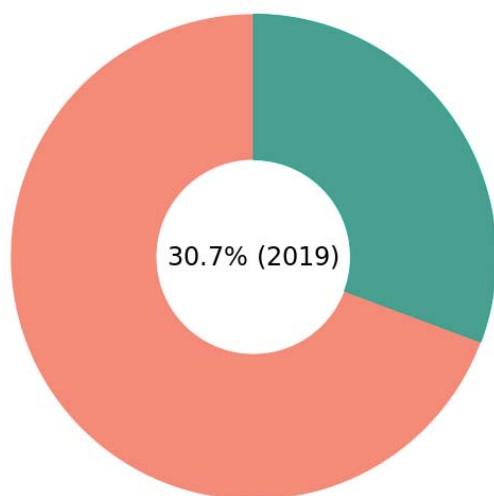
2.1 Diagnostic infantile précoce, Guinée (2011-2019)

Nombre de nourrissons ayant subi un test virologique pour le VIH au cours de leurs deux premiers mois de vie



2.1 Diagnostic infantile précoce, Guinée (2018-2019)

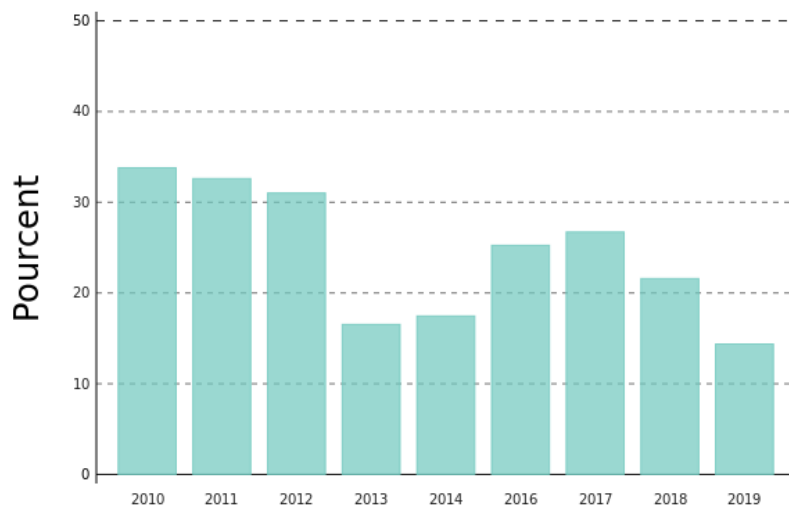
Pourcentage de nourrissons nés de femmes vivant avec le VIH qui subissent des tests virologiques dans les deux mois suivant la naissance



↑ 15.6% (2018)

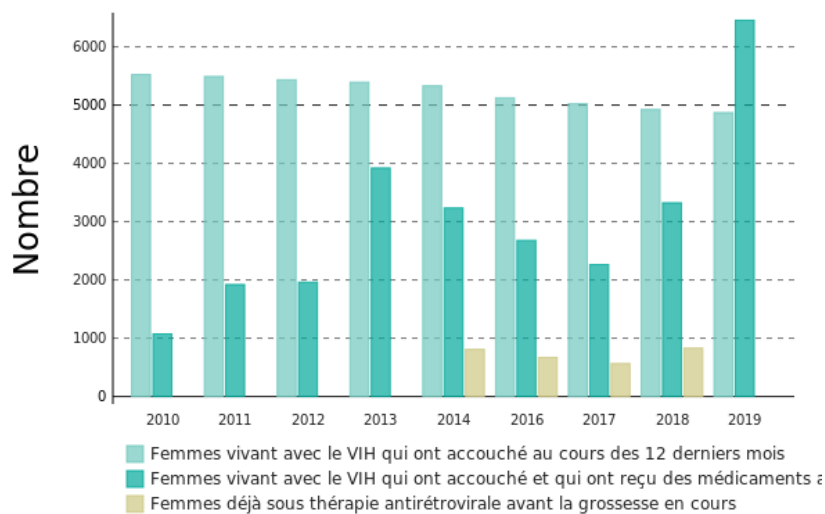
2.2 Transmission mère-enfant du VIH, Guinée (2010-2019)

Pourcentage estimé d'enfants ayant été nouvellement infectés par le VIH dans le cadre de la transmission de la mère à l'enfant chez les femmes séropositives ayant accouché au cours des 12 derniers mois



Source: fichier Spectrum

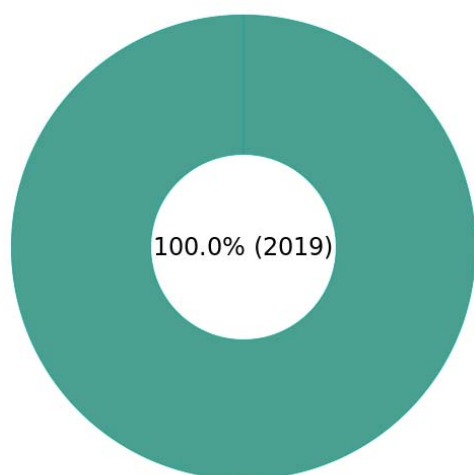
2.3 Prévention de la transmission mère-enfant du VIH, Guinée (2010-2019)



Source: fichier Spectrum

2.3 Prévention de la transmission mère-enfant du VIH, Guinée (2018-2019)

Pourcentage de femmes enceintes vivant avec le VIH qui ont reçu des médicaments antirétroviraux en vue de réduire le risque de transmission mère-enfant

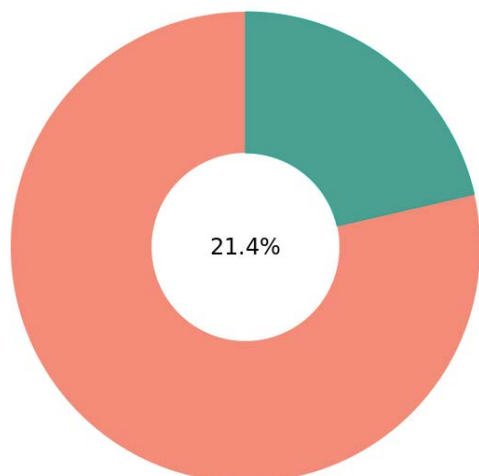


↑ 67.49% (2018)

Source: fichier Spectrum

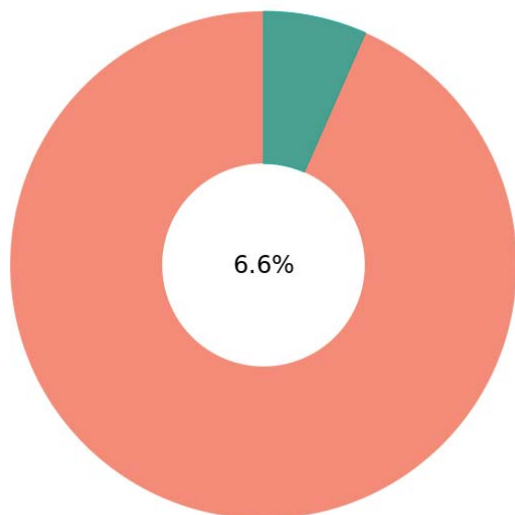
2.4 La syphilis chez les femmes enceintes, Guinée (2019)

Pourcentage de femmes qui ont fait l'objet d'un dépistage de syphilis



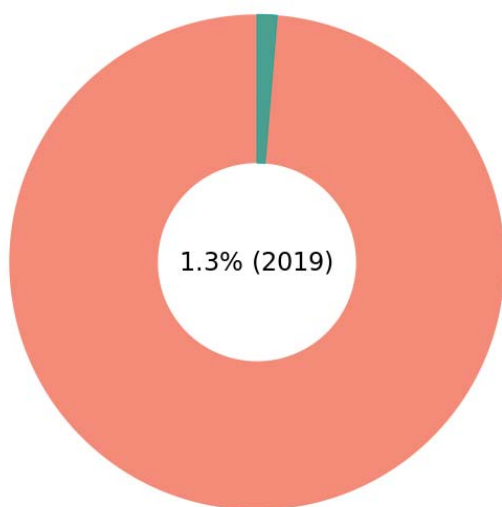
2.4 La syphilis chez les femmes enceintes, Guinée (2019)

Pourcentage de femmes enceintes dont le test de dépistage de la syphilis s'est révélé positif



2.6 Test du VIH chez les femmes enceintes, Guinée (2018-2019)

Pourcentage de femmes enceintes séropositives dont le statut VIH est connu



↑ 0% (2018)

Programmes de prévention du VIH; Populations clés

Assurer l'accès aux options de l'association de mesures de prévention, parmi lesquelles la prophylaxie préexposition, la circoncision masculine volontaire médicale, la réduction des risques et les préservatifs, à au moins 90 % des personnes d'ici 2020, en particulier les jeunes femmes et les adolescentes dans les pays à forte prévalence et les populations clés, c'est-à-dire les homosexuels et les autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres, les professionnels du sexe et leurs clients, les personnes qui s'injectent des drogues et les prisonniers

Résumé des progrès

Concernant les populations clés, le dépistage avec rendu des résultats a été chez 59,6% (9 238/15 503) PS et 81,5% (1 550/1 902) HSH. Quant à la couverture en ARV, les données ne sont spécifiques par type de population. Elles sont collectées globalement pour tous les PVVIH sous ARV. Les actions à l'endroit des utilisateurs de drogues injectables et des transgenres n'ont pas encore prises dans ce domaine. Quant au service de prévention combinée, 10 070 PS et 1 902 HS en ont bénéficiés et 36 000 préservatifs et lubrifiants ont été distribués

Questions de politique : Populations clés (2019)

Criminalisation et/ou poursuite des populations clés

Personnes transgenres

- Ni criminalisées ni poursuivies en justice

Professionnels du sexe

- Le commerce du sexe n'est soumis à aucune réglementation répressive ni criminalisé
- La question est examinée/varie à l'échelle infranationale

Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes

- Pas de loi spécifique

La consommation de drogues ou la détention de drogues pour usage personnel constituent-elles un délit dans votre pays ?

- La détention ou la consommation de drogues constituent une infraction
- La détention de drogues pour usage personnel constitue une infraction

Protections juridiques pour les populations clés

Personnes transgenres

- Ni criminalisées ni poursuivies en justice

Professionnels du sexe

- Interdiction constitutionnelle de toute discrimination fondée sur la profession
- Interdiction constitutionnelle de toute discrimination fondée sur quelque motif qu'il soit

Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes

- Interdiction constitutionnelle de toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle
- Interdiction constitutionnelle de toute discrimination fondée sur le genre
- Interdiction constitutionnelle de toute discrimination fondée sur quelque motif qu'il soit
- Les crimes haineux fondés sur l'orientation sexuelle sont considérés comme des circonstances aggravantes
- L'incitation à la haine fondée sur l'orientation sexuelle est interdite
- Interdiction de toute discrimination en matière d'emploi fondée sur l'orientation sexuelle

Personnes qui s'injectent des drogues

- Oui

La recommandation de l'OMS sur la PrEP orale a-t-elle été adoptée dans les lignes directrices nationales de votre pays?

Oui, les recommandations relatives à la PrEP ont été adoptées mais ne sont pas encore mises en oeuvre

3.1 Incidence du VIH par 1000, Guinée (2010-2019)

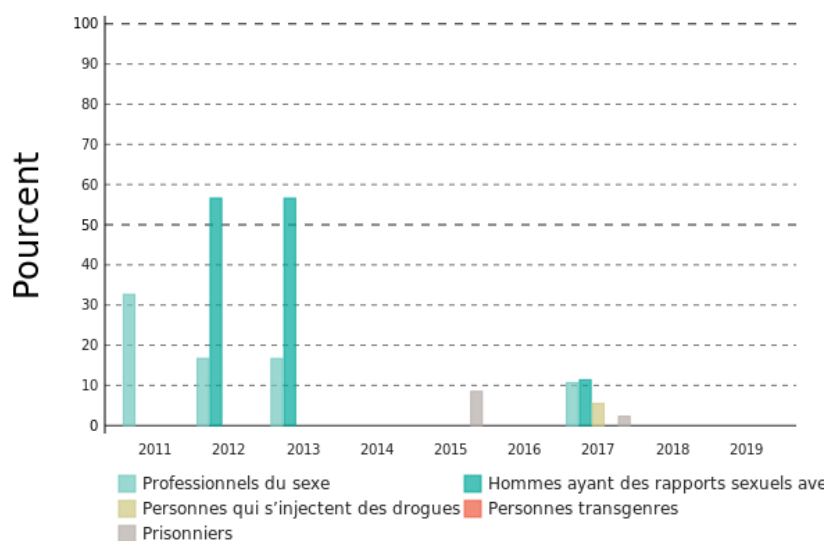
Nouvelles infections à VIH pendant la période de référence par population de 1 000 personnes non infectées (Adultes, 15 à 49 ans)



Source: fichier Spectrum

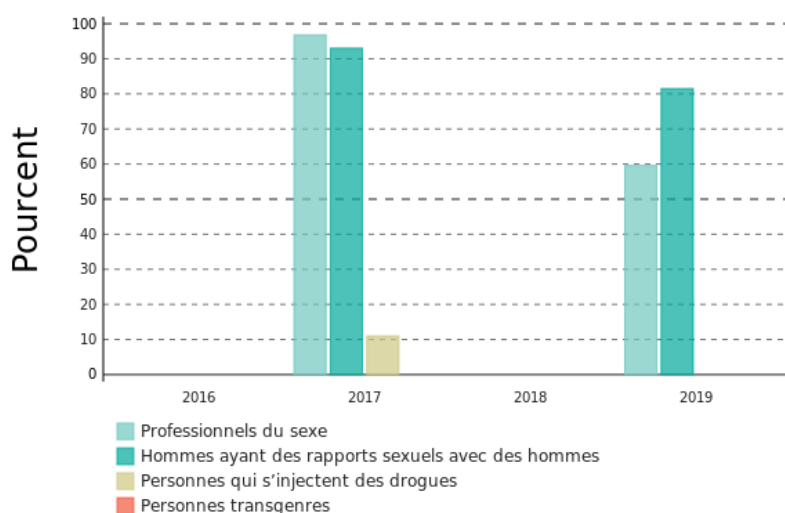
3.3 Prévalence du VIH parmi les populations clés, Guinée (2011-2019)

Pourcentage de populations clés spécifiques vivant avec le VIH



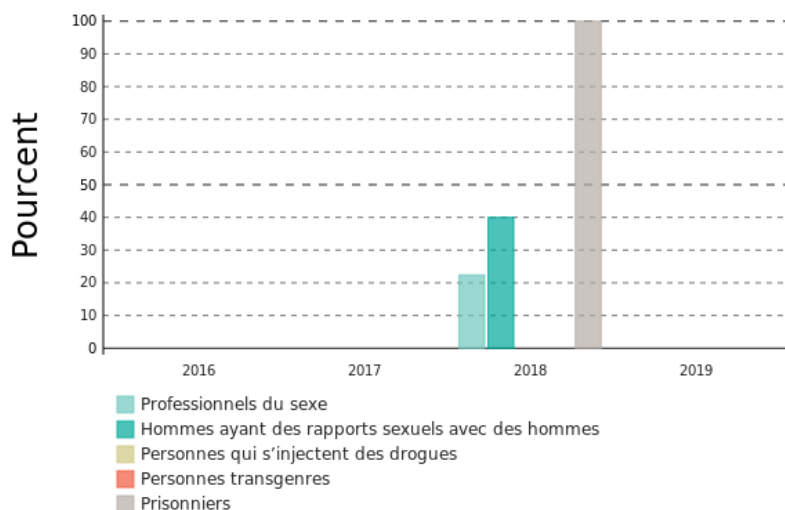
3.4 Dépistage du VIH parmi les populations clés, Guinée (2016-2019)

Pourcentage de personnes d'une sous-population clé testées pour le VIH dans les 12 derniers mois ou qui connaissent leur statut sérologique VIH actuelle



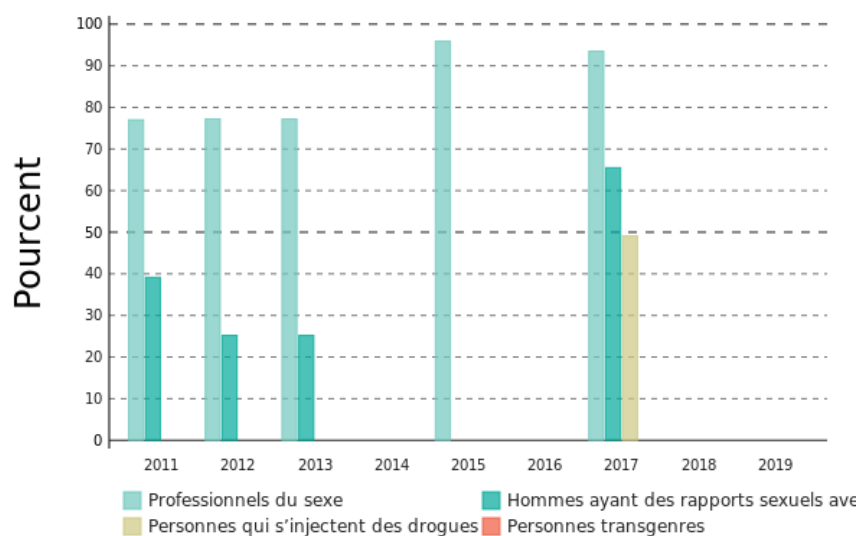
3.5 Couverture du traitement antirétroviral parmi les personnes vivant avec le VIH au sein des populations clés, Guinée (2016-2019)

Pourcentage de personnes vivant avec le VIH dans une population clé qui ont reçu un traitement antirétroviral au cours des 12 derniers mois



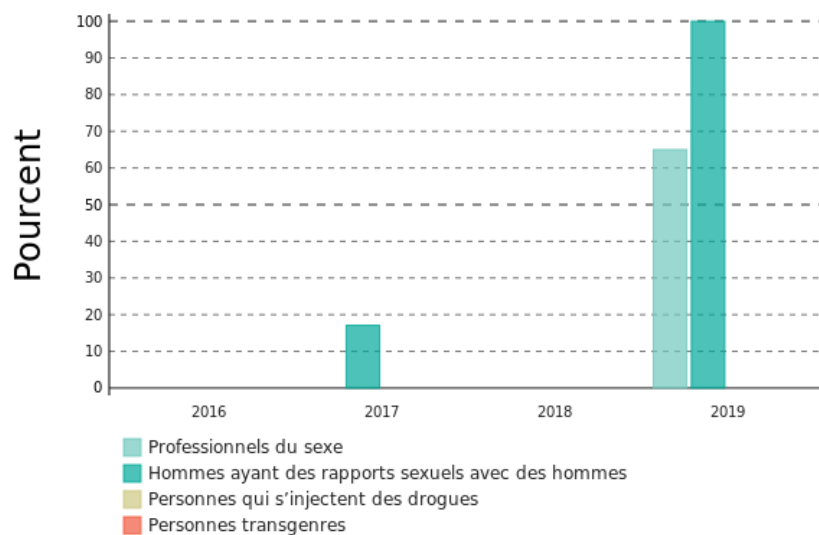
3.6 Utilisation du préservatif parmi les populations clés, Guinée (2011-2019)

Pourcentage parmi une population clé indiquant avoir utilisé un préservatif lors du dernier rapport sexuel



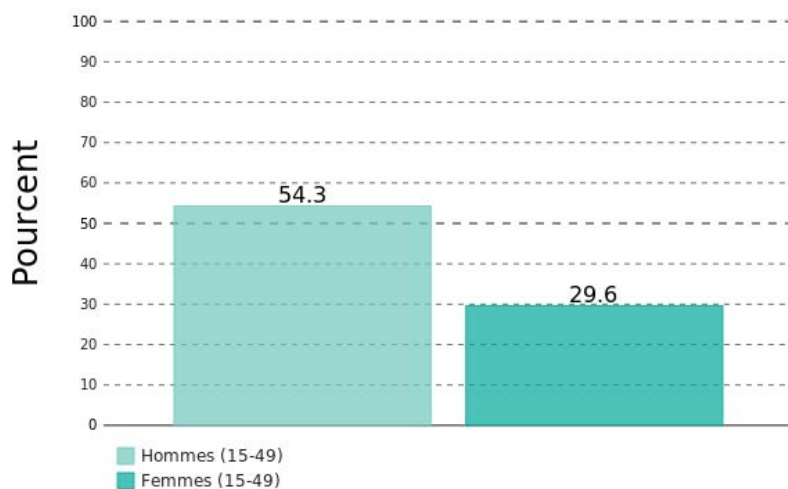
3.7 Couverture des programmes de prévention du VIH parmi les populations clés, Guinée (2016-2019)

Pourcentage de personnes au sein d'une population clé qui indiquent avoir bénéficié d'un ensemble intégré d'interventions de prévention du VIH



3.18 Utilisation du préservatif lors du dernier rapport sexuel à haut risque, Guinée (2018)

Pourcentage de personnes interrogées qui disent avoir utilisé un préservatif lors de leur dernier rapport sexuel avec un partenaire non cohabitant, parmi celles qui ont eu des rapports sexuels avec un tel partenaire au cours des 12 derniers mois



Genre; Stigma et discrimination

Éliminer les inégalités entre les sexes et mettre fin à toutes les formes de violence et de discrimination envers les femmes et les filles, les personnes vivant avec le VIH et les populations clés d'ici 2020

Résumé des progrès

Le collectif sur la défense des droits des PVVIH mis en place par l'ONG Solthis contribue efficacement à l'amélioration des résultats en matière de santé liée au VIH grâce aux différents plaidoyers et au renforcement des capacités des organisations des populations clés/PVVIH pour la défense leurs droits. Plusieurs formations ont été données aux médias pour les populations clés/PVVIH, aux juristes et aux forces de l'ordre en vue de créer des relations personnelles entre les populations clés et les membres influents de la société (autorités nationales, les forces armées, système des nations unies, ambassades...) et de renforcer la visibilité des populations Clés et des PVVIH. En plus, les 2 observatoires communautaires pilotés par les ONG REGAP+ et COFEL permettent de pallier ces états de fait.

Questions de politique (2018)

Votre pays a-t-il établi un plan ou une stratégie national(e) afin de lutter contre la violence sexiste et la violence faite aux femmes incluant les problématiques de prévention à VIH ?

Oui

Votre pays possède-t-il une loi concernant la violence domestique ?

Oui

- Violence physique
- Violence sexuelle
- Criminalisation explicite du viol conjugal

Quelles protections, si existent, votre pays a-t-il pour les populations clés et les personnes vivant avec le VIH contre la violence ?

- Droit pénal général interdisant la violence
- Programmes de lutte contre la violence sur le lieu de travail
- Actions de lutte contre les violences policières
- Actions de lutte contre la torture et le mauvais traitement en prison

Votre pays a-t-il mis en place des politiques exigeant que les établissements de santé fournissent des soins en temps opportun et de qualité à toutes les personnes, indépendamment de leur genre, nationalité, âge, handicap, ethnie, origine, orientation sexuelle, religion, langue, statut socio-économique, statut VIH ou autre état de santé, ou parce qu'elles ont recours au sexe tarifé, consomment des drogues, vivent en prison ou pour toute autre raison ?

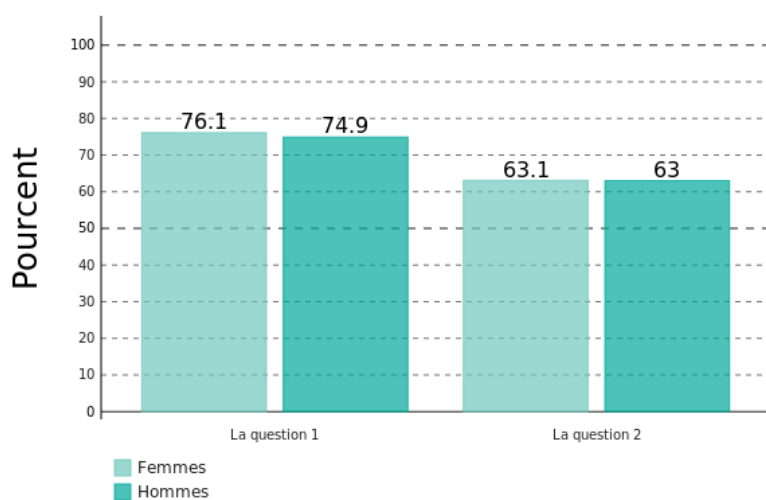
Oui, des politiques existent, mais elles ne sont pas mises en oeuvre de manière systématique

Votre pays a-t-il adopté des lois criminalisant la transmission du VIH, la non-divulgence de la séropositivité ou l'exposition à la transmission du VIH ?

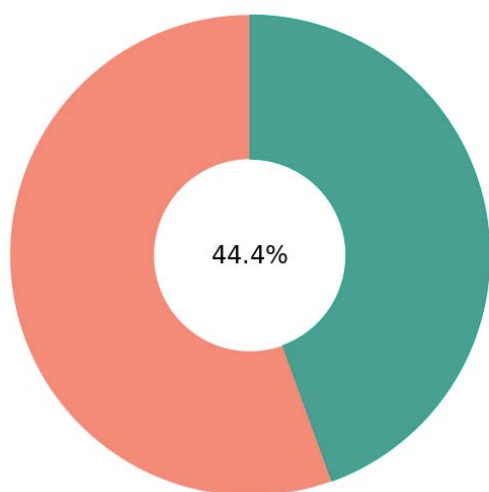
Non

4.1 Attitudes discriminatoires à l'encontre des personnes vivant avec le VIH, Guinée (2019)

Pourcentage d'hommes et de femmes âgés de 15 à 49 ans ayant répondu « Non » à : La question 1, « Achèteriez-vous des légumes frais auprès d'un épicier ou d'un vendeur si vous saviez que cette personne est atteinte du virus du SIDA ? » ; La question 2, « Pensez-vous que les enfants séropositifs doivent pouvoir aller à l'école avec des enfants non atteints par le VIH ? »



Pourcentage des indicateurs mondiaux de suivi du SIDA avec des données ventilées par sexe



Connaissance du VIH et accès aux services de santé sexuelle et reproductive

S'assurer que 90 % des jeunes possèdent les compétences, les connaissances et la capacité de se protéger du VIH et disposent d'un accès à des services de santé sexuelle et reproductive d'ici 2020 afin de réduire à moins de 100 000 personnes par an le nombre de nouvelles infections à VIH parmi les adolescentes et les jeunes femmes

Résumé des progrès

La prévention chez les jeunes et l'utilisation des méthodes contraceptives sont de 21,7% selon les résultats de l'EDS 2018

Questions de politique (2018)

Votre pays a-t-il établi des politiques d'éducation aidant à l'enseignement de compétences essentielles liées au VIH et à l'éducation sexuelle, en accord avec les standards internationaux, dans :

a) Les écoles primaires

Non

b) Les écoles secondaires

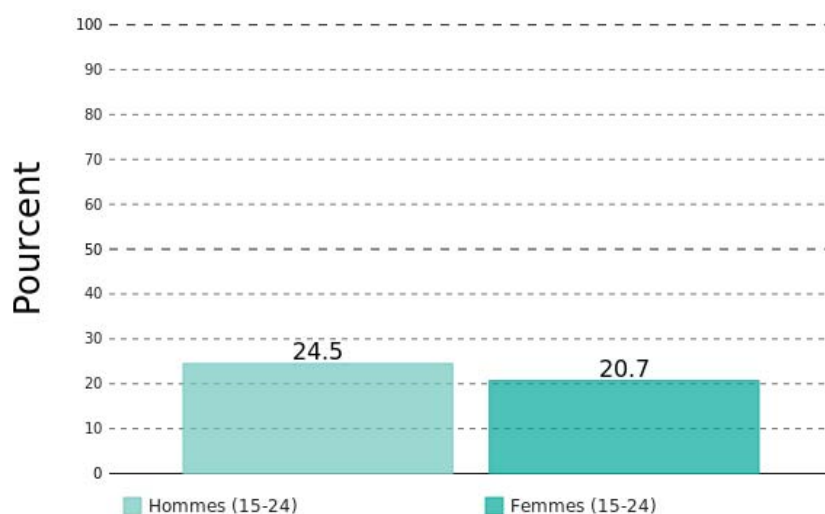
Oui

c) La formation des enseignants

Oui

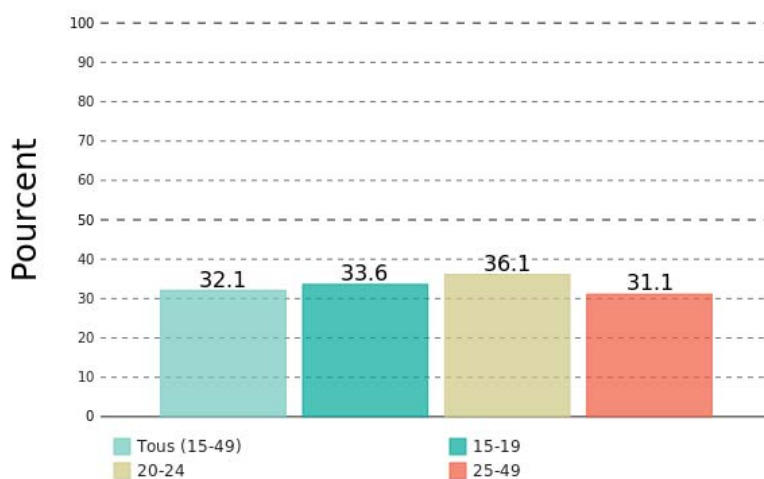
5.1 Les jeunes : Connaissances en matière de prévention du VIH, Guinée (2018)

Pourcentage de filles et de garçons âgés de 15 à 24 ans qui décrivent correctement les deux moyens de prévention de la transmission du VIH par voie sexuelle et qui rejettent les principales idées fausses relatives à la transmission du VIH



5.2 Demande de planification familiale satisfaite par les moyens modernes, Guinée (2018)

Pourcentage de femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) dont la demande en matière de planification familiale est satisfaite avec des méthodes modernes



Protection sociale

S'assurer que 75 % des personnes vivant avec le VIH, affectés par le VIH ou à risque bénéficient de la protection sociale incluant le VIH d'ici 2020

Résumé des progrès

Le collectif sur la défense des droits des PVVIH mis en place par l'ONG Solthis contribue efficacement à l'amélioration des résultats en matière de santé liée au VIH grâce aux différents plaidoyers et aux renforcements des capacités des organisations des populations clés/PVVIH pour la défense leurs droits. Plusieurs formations ont été données aux médias pour les populations clés/PVVIH, aux juristes et aux forces de l'ordre en vue de créer des relations personnelles entre les populations clés et les membres influents de la société (autorités nationales, les forces armées, système des nations unies, ambassades...) et de renforcer la visibilité des populations Clés et des PVVIH

Questions de politique (2019)

Existe-t-il dans votre pays une stratégie, une politique ou un cadre de protection sociale approuvé(e) ?

Oui, et celui-ci/celle-ci est mis en oeuvre

a) Fait-il/elle référence au VIH ?

Oui

b) Reconnaît-il/elle les personnes vivant avec le VIH comme bénéficiaires clés ?

Oui

c) Reconnaît-il/elle les populations clés (professionnels du sexe, homosexuels et autres hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes, personnes qui s'injectent des drogues, personnes transgenres, prisonniers) comme bénéficiaires clés ?

Oui

- Professionnels du sexe
- Hommes homosexuels et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes
- Personnes transgenres
- Personnes qui s'injectent des drogues
- Prisonniers

d) Reconnaît-il/elle les adolescentes et les jeunes femmes comme bénéficiaires clés ?

Oui

e) Reconnaît-il/elle les enfants touchés par le VIH comme des bénéficiaires clés ?

Oui

f) Reconnaît-il/elle les familles touchées par le VIH comme des bénéficiaires clés ?

Oui

g) Tient-il/elle compte du problème des soins non rémunérés liés au VIH ?

Oui

Quels obstacles, si existent, limitent l'accès aux programmes de protection sociale dans votre pays?

- Crainte de la stigmatisation et de la discrimination
- Manque de pièces justifications permettant l'éligibilité, telles que les cartes nationales d'identité

Prestation de services à base communautaire

Garantir la gestion par la communauté d'au moins 30 % des services fournis d'ici 2020

Résumé des progrès

Bien que la société civile soit impliquée dans la riposte au VIH, leur engagement reste encore faible. Plusieurs actions sont en vue pour renforcer les capacités des réseaux REGAP et REFIG pour une prise en main du volet communautaire par les associations de PVVIH. Une plateforme des organisations de la Société civile sur le VIH et le TB (PNSOC-VIH/TB) a été mise en place. Elle regroupe toutes les associations et réseaux de lutte contre le VIH. Elle est l'instance de coordination nationale des OSC en Guinée. Le bureau a un mandat de 2 ans renouvelables. Elle a permis de renforcer l'engagement communautaire. La dispensation communautaire des ARV est en phase pilote.

Questions de politique (2019)

Votre pays a-t-il une politique nationale pour promouvoir l'administration de thérapie antirétrovirale dans les communautés ?

Oui

Existe-t-il au moins l'une des garanties suivantes dans les lois, les réglementations et les politiques assurant le fonctionnement des OSC ou des OC dans votre pays ?

- L'inscription d'OSC oeuvrant pour la lutte contre le VIH est possible
- L'inscription d'OSC/OC travaillant avec les populations clés est possible
- Des services liés au VIH peuvent être proposés par des OSC/OC
- Des services peuvent être proposés aux populations clés par des OSC/OC
- Les exigences en matière de rapports pour les OSC/OC proposant des services liés au VIH sont simplifiées

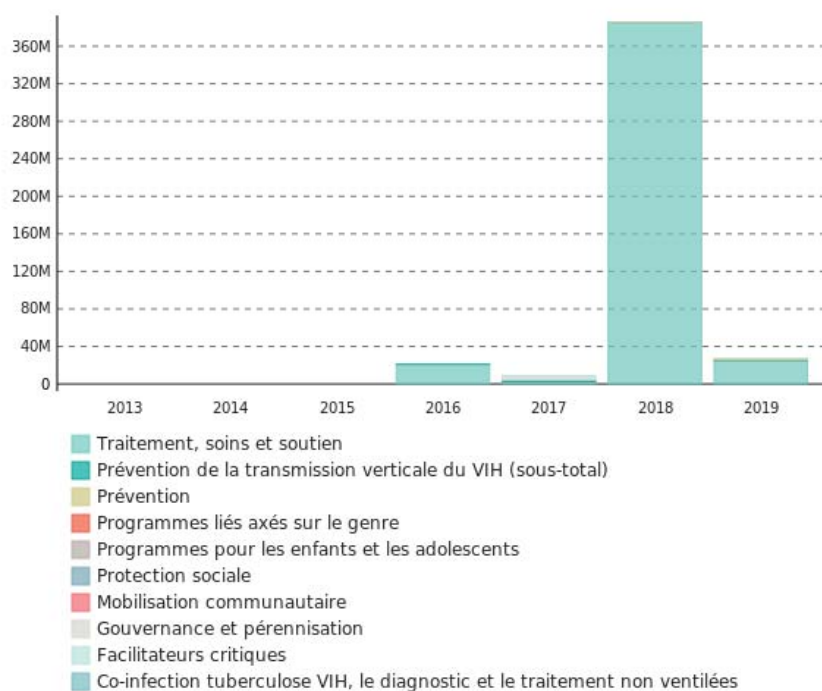
Dépenses associées au VIH

Garantir l'augmentation des investissements liés au VIH à hauteur de US\$ 26 milliards d'ici 2020, dont un quart pour la prévention du VIH et 6% pour les acteurs sociaux

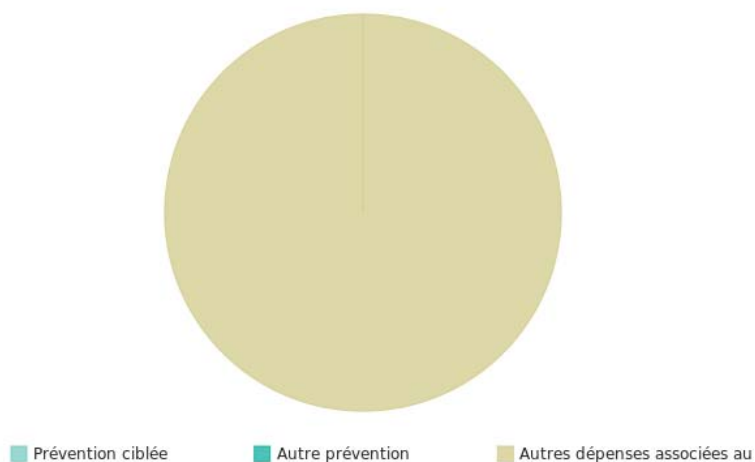
Résumé des progrès

Les dépenses liées au VIH, provenant des sources internationales sont de 75% et celles du budget national de 25%. Le seul bailleur potentiel reste encore le FM

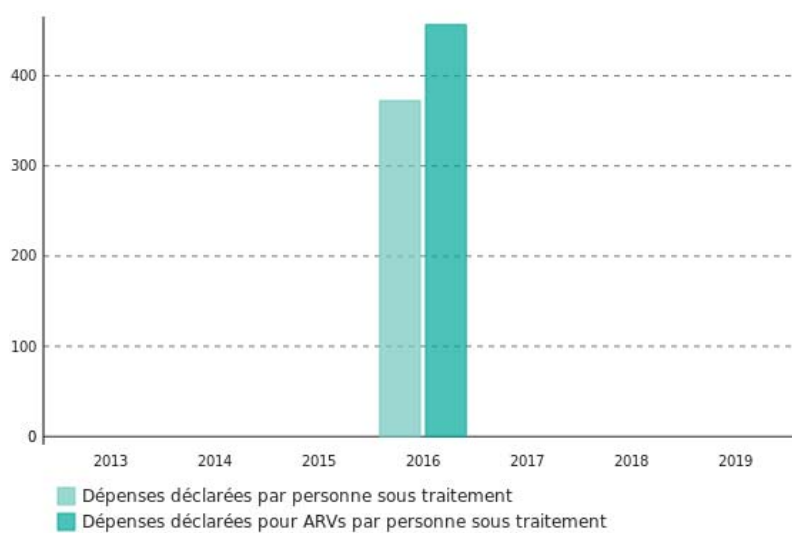
8.3 Dépenses liées au VIH par catégorie de programmes, Guinée (2013-2019)



Part de la prévention efficace du total, Guinée (2019)



Dépenses par personne sous traitement, Guinée (2013-2019)



Renforcement et accès à la justice

Responsabiliser les personnes vivant avec le VIH, à risque ou bien affectées par le VIH afin qu'elles connaissent leurs droits, aient accès à la justice et à des services juridiques afin de prévenir et lutter contre les violations des droits de l'homme

Résumé des progrès

Le collectif sur la défense des droits des PVVIH mis en place par l'ONG Solthis contribue efficacement à l'amélioration des résultats en matière de santé liée au VIH grâce aux différents plaidoyers et aux renforcement des capacités des organisations des populations clés/PVVIH pour la défense leurs droits. Plusieurs formations ont été données aux médias pour les populations clés/PVVIH, aux juristes et aux forces de l'ordre en vue de créer des relations personnelles entre les populations clés et les membres influents de la société (autorités nationales, les forces armées, système des nations unies, ambassades...) et de renforcer la visibilité des populations Clés et des PVVIH

Questions de politique (2018)

Y a-t-il eu au cours de ces deux dernières années des programmes de formation et/ou de renforcement des capacités pour les personnes vivant avec le VIH et les populations clés afin de les éduquer et de les sensibiliser concernant leurs droits (dans le contexte du VIH) dans votre pays ?

Oui, de manière ponctuelle

Des mécanismes ont-ils été mis en place dans votre pays pour enregistrer et traiter des cas de discrimination liés au VIH (fondée sur la séropositivité perçue et/ou l'appartenance à une population clé) ?

Oui

Quels mécanismes de responsabilisation relatifs à la discrimination et aux violations des droits de l'homme dans les établissements de santé votre pays a-t-il, si existent?

- Procédures ou systèmes pour préserver et respecter la vie privée ou le droit à la confidentialité des patients

Quels obstacles à l'accès aux mécanismes de responsabilisation votre pays a-t-il, si existent?

- La sensibilisation ou les connaissances relatives au fonctionnement de ces mécanismes sont limitées

Sortir le sida de l'isolement

S'engager à sortir le sida de l'isolement par le biais de systèmes centrés sur les populations afin d'améliorer la couverture de santé universelle, notamment le traitement pour la tuberculose, le cancer du col de l'utérus et les hépatites B et C

Résumé des progrès

Le pays dispose d'un cadre stratégique de lutte contre le VIH/SIDA (CSN) pour la période 2018-2022. Ce CSN prend en compte les nouvelles orientations et fait un focus sur les approches différenciées des services VIH. Plusieurs groupes thématiques sont en phases de redynamisation pour une accélération optimale : groupe thématique Prévention, groupe thématique prise en charge et groupe thématique suivi et évaluation. Ces groupes serviront à renforcer la coordination entre les services VIH et les autres services connexes (cancer du col, hépatites). Ces groupes thématiques prennent en compte toutes les parties prenantes par domaine d'intervention. De même, une plateforme santé a été mise en place, sous le lead de la Direction Nationale des Grandes Endémies et de la Lutte contre la Maladie (DNGELM).

Questions de politique (2019)

Le dépistage et le traitement du cancer du col de l'utérus sont-ils recommandés pour les femmes vivant avec le VIH dans :

a) La stratégie/politique/plan/directive national(e) pour le cancer, le cancer du col de l'utérus ou la riposte plus large aux maladies non transmissibles (MNT)

Oui

b) Le plan stratégique national régissant la riposte au sida

Oui

c) Directives nationales sur le traitement du VIH

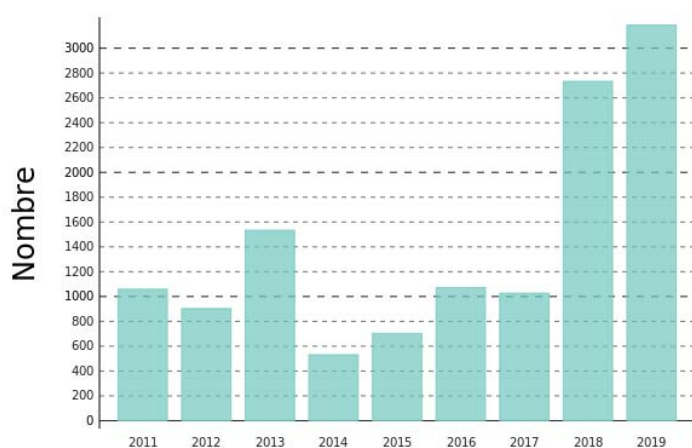
Oui

Quelles politiques de co-infection sont mises en place dans le pays pour les adultes, les adolescents et les enfants ?

- Traitement préventif par isoniazide (TPI) ou prophylaxie de l'infection tuberculeuse latente (ITBL) pour les personnes vivant avec le VIH
- Intensification du dépistage de la tuberculose parmi les personnes vivant avec le VIH
- Contrôle de l'infection tuberculeuse dans les établissements de santé proposant des services liés au VIH
- Prophylaxie à base de cotrimoxazole
- Dépistage de l'hépatite B et prise en charge dans les centres médicaux administrant des traitements antirétroviraux
- Dépistage de l'hépatite C et prise en charge dans les centres médicaux administrant des traitements antirétroviraux
- Vaccination contre l'hépatite B proposée dans les centres médicaux administrant des traitements antirétroviraux
- Traitement contre l'hépatite C (antiviraux à action directe) proposé dans les centres médicaux administrant des traitements antirétroviraux

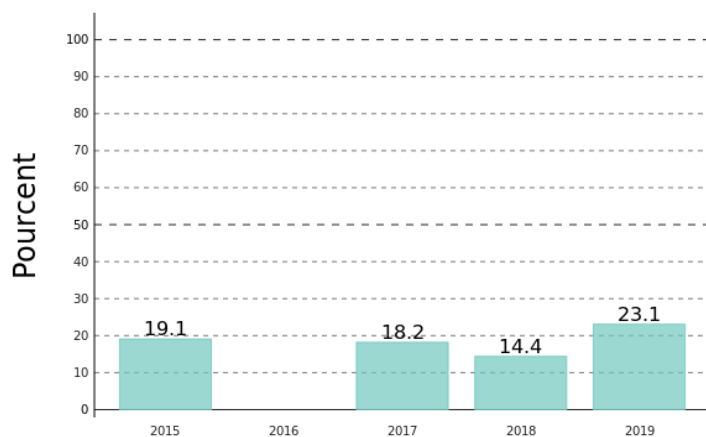
10.1 Co-gestion du traitement de la tuberculose et du VIH, Guinée (2011-2019)

Nombre de patients nouvellement diagnostiqués séropositifs et en situation de rechute de la tuberculose ayant commencé un traitement contre la TB au cours de la période de référence et qui étaient déjà sous traitement antirétroviral, ou qui ont commencé un traitement antirétroviral pendant le traitement contre la TB au cours de l'année de référence



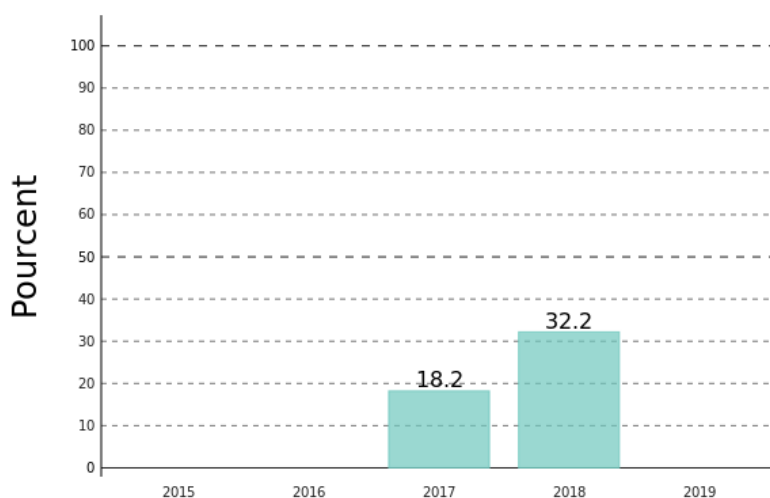
10.2 Personnes vivant avec le VIH atteintes d'une tuberculose active, Guinée (2015-2019)

Nombre total de personnes vivant avec le VIH et souffrant d'une tuberculose (TB) active, exprimé en pourcentage des nouveaux patients pris en charge pour des soins liés au VIH (pré-traitement antirétroviral et traitement antirétroviral) au cours de la période de référence



10.3 Personnes vivant avec le VIH qui ont commencé un traitement préventif antituberculeux, Guinée (2015-2019)

Nombre de patients ayant commencé un traitement pour une infection tuberculeuse latente, exprimé en pourcentage du nombre total de nouveaux patients nouvellement inscrits aux soins du VIH au cours de la période considérée



10.4/10.5 Infections sexuellement transmissibles, Guinée (2013-2019)

Nombre de cas d'écoulement urétral chez l'homme déclarés au cours des 12 derniers mois; nombre de cas de blennorragie diagnostiqués en laboratoire chez les hommes dans les pays ayant des capacités de diagnostic en laboratoire

